

La géographie, histoire profonde. À la recherche d'une notion globale de l'espace

Pierre George

Citer ce document / Cite this document :

George Pierre. La géographie, histoire profonde. À la recherche d'une notion globale de l'espace. In: Annales de Géographie, t. 90, n°498, 1981. pp. 203-210;

doi : <https://doi.org/10.3406/geo.1981.20010>

https://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1981_num_90_498_20010

Fichier pdf généré le 07/11/2018

La géographie, histoire profonde A la recherche d'une notion globale de l'espace¹

par **Pierre George**

Le besoin psychologique de se situer à la fois dans l'espace et dans le temps consacre l'unité organique de la géographie et de l'histoire. L'une et l'autre se projettent suivant la nature des faits ou des événements sur des dimensions inégales et en termes tantôt continus, tantôt discontinus. Pour la géographie, il s'agit du changement d'échelle et du passage d'un ensemble cohérent ou structuré à un autre, pour l'histoire de la distinction des « temps longs » et des « temps courts », des pesanteurs séculaires aux accidents, c'est-à-dire aux événements qui introduisent brusquement des facteurs nouveaux dans les rapports essentiels, y compris la référence à l'espace.

L'unité de départ est, pour l'historien, le temps vécu et mémorisé, le temps des « témoins oculaires », la durée de deux ou trois générations, transmis par les *documents*, du temps des monuments et des archives à celui des témoignages directs. Pour le géographe, c'est l'espace ressenti et exprimé par la cartographie synthétique, qui permet, par le jeu des changements d'échelle, de passer du perçu au symbolisé.

Les deux approches se réfèrent à un « ordre » qui est le cadre organique institutionnel, culturel, dont le modèle élémentaire est l'Etat, qui se situe à la fois dans le temps et dans l'espace, la corrélation des deux étant, à la base, la géographie historique.

Second thème de référence, le système de relation propre à une phase de l'évolution des groupes humains, qui implique un ensem-

1. Cet article s'insère dans la série des *Débats* sur la géographie auxquels la note de M. Isnard apporte une première conclusion.

ble de rapports spatiaux, au niveau de l'actuel objet de géographie économique, sociale, politique, à replacer dans une chaîne mouvante de rapports fonctionnels, coutumiers et institutionnels, qui est la trame de l'histoire.

Si la notion d'espace est souvent — voire à nouveau — présentée comme spécifique de l'approche géographique par rapport aux préoccupations des autres sciences humaines, et notamment à l'histoire, elle ne lui est pas exclusivement propre.

L'espace historique, comme l'espace géographique qui en est une phase, est un espace personnalisé et modelé par une forme de groupement humain. Il change avec les variations du contenu et des comportements du groupe au sens le plus étendu du terme. Mais changement signifie plus interférences, combinaisons, superpositions, que substitution. Un espace en recouvre un autre ou des autres, avec ou sans changement de limites et de dimension, mais ne les efface pas. Il les oblitère sans les supprimer. Et les résurgences sont toujours possibles tant que subsistent des liens entre le groupe et son espace ou ses espaces antérieurs, qu'ils soient immédiatement perceptibles ou non.

Tout espace géographique — et historique en même temps — est un espace ressenti, vécu. Il se définit en fonction des modes d'existence qui déterminent sa perception, sa qualification, et aussi sa place par rapport à un système de besoins et de domination. Il peut n'être pas le même suivant les sentiments d'être relié à un territoire et à tout ce qu'il contient de valeurs visibles et invisibles, réelles ou imaginaires. Ses dimensions et sa signification changent en même temps que les modes d'appropriation et d'existence et en fonction de leur spécificité. Il est délimité, déterminé par les formes d'usage et de maîtrise et celles-ci, en un moment donné, peuvent être multiples. Originellement monogénique, il peut devenir polygénique par extension, diversification et effet de domination. Au XIX^e siècle, il est national ou multinational après avoir été provincial. Aux temps modernes, il s'identifie avec l'Etat. L'Etat rassembleur d'espaces monogéniques initiaux a tendance à devenir polygénique, sauf s'il y a rapidement assimilation *intégrale* des divers espaces rassemblés. Les formes de relation entre l'Etat unificateur ou rassembleur et les unités originelles varient suivant la nature centralisatrice ou fédéraliste, dans la nature des faits autant, sinon plus, que dans la structure institutionnelle.

Les données diffèrent suivant qu'il s'agit d'un rassemblement d'unités homogènes ou d'unités hétérogènes. Dans le premier cas, il y a identification entre Etat et Nation. Mais la nation peut être historiquement l'aboutissement d'un syncrétisme associant des groupes initialement indépendants ou autonomes sur le plan ethno-culturel. Elle n'échappe plus à des tendances contradictoires ou

simplement particularistes sous-jacentes. A plus forte raison, le rassemblement d'unités hétérogènes dans un cadre institutionnel commun porte en lui des germes de résurgences différentielles, qui apparaissent en temps de « crise de l'Etat ». L'Etat repose sur un rapport de forces entre tendances unificatrices et tendances dissociatives. Leurs relations avec l'espace sont variables, mais jamais négligeables, lors même que leur nature est sans rapport originel avec la différenciation de l'espace constitutif.

Au cours des processus constitutifs de l'Etat peuvent se produire des ruptures entre l'ordre de l'Etat et l'ordre historique de l'espace. Ces ruptures ont pour effet des séparations entre les groupes établis et leur espace confisqué. Il en résulte, sous la forme la plus radicale, des phénomènes migratoires et la constitution de *diasporas*, la dispersion de peuples séparés de leur espace historique, ou bien seulement des situations de domination, réduisant des groupes historiques au rang de « minorités ». Celles-ci constituent un facteur latent de remise en cause de l'unité politique et spatiale de l'Etat.

L'Etat fort est celui qui intègre à la fois l'unité de domination, de gestion, d'organisation et d'économie. L'image en a été offerte par les Etats européens du XIX^e siècle et du début du XX^e, projetant l'effet de leur puissance hors de leur espace géographique et historique propre par les processus coloniaux en introduisant un système de hiérarchisation de valeur des espaces et en renforçant par là même leur cohésion spatiale propre. En même temps, l'Etat dominateur a diffusé son système de maîtrise de l'espace et engendré les contre-pouvoirs symétriques dans les espaces dominés.

La deuxième moitié du XX^e siècle voit s'appauvrir le contenu de l'Etat-nation par l'externalité croissante des données économiques. En même temps surgissent d'autres formes d'Etats à la place des espaces dominés. Et chacun d'eux aspire à la réalisation du modèle de l'Etat-nation. Mais la dissociation entre l'échelle des phénomènes économiques et celle des regroupements territoriaux engendre de nouvelles discordances.

Dans les structures traditionnelles de l'Etat telles qu'elles ont été réalisées au XIX^e siècle, et jusqu'au début du XX^e, la contradiction majeure est actuellement celle qui oppose la dimension économique à la dimension socio-culturelle, en d'autres termes, celle des relations de production et de consommation et celle de l'espace vécu, en même temps celle de l'espace imaginaire, voire épisodiquement entrevu, à l'espace quotidien subi et pénétré intégralement. L'économie est de plus en plus internationale, intercontinental. Il est symbolisé par le système des échanges, des contraintes pesant sur ces échanges, et par la substitution d'autorités transnationales aux économies fermées. L'Etat est le médiateur. Il n'est

plus le maître à bord, au moment même où l'on attend le plus de lui pour résoudre les contradictions internes. Il en résulte une dialectique nouvelle qui oppose la requête permanente au pouvoir d'Etat protecteur contre les forces externes et le repli spontané sur le quotidien qui s'identifie avec l'espace vécu et la micro-économie. On peut y voir la source du réveil des particularismes régionaux et locaux qui cherchent, d'une manière plus ou moins abstraite, des justifications ou des appuis dans des « racines » historiques. Ces racines se confondent elles-mêmes avec un espace qui est un produit conjugué de la géographie naturelle et de l'histoire, dans la mesure où les formes initiales et traditionnelles de vie se sont moulées dans des cadres matériels plus ou moins impératifs ou ségrégatifs.

La géographie du début du siècle a cherché, dans une situation de coexistence harmonieuse et autoritaire à la fois, à concilier la personnalité régionale à base de géographie naturelle et d'histoire de longue durée avec la construction des Etats-nations ou d'Etats multinationaux. Elle a consacré la projection de systèmes politiques élaborés par ces Etats sur une grande partie du monde. Elle a associé la géographie régionale à la géographie coloniale, jouant sur la double échelle de la relative autonomie régionale et des marchés mondiaux. Elle a intégré les impacts des technologies nouvelles sur l'espace par la création de nouveaux types de régions, les régions industrielles, les régions urbaines... Apparemment statique, elle a déjà introduit implicitement les notions de mouvements et de flux. Mais elle repose sur le mythe de l'unité réalisée par l'universalité d'un système et d'une philosophie du monde, emboîtant des éléments différents dans une seule et même hiérarchie systémique. Les différences n'y apparaissent que comme des microphénomènes de personnalité régionale ou comme l'effet d'une diversité bioclimatique ou géomorphologique.

L'époque contemporaine, qui débute avec la remise en cause de l'unité de l'ordre universel au lendemain de la première guerre mondiale et surtout après la deuxième guerre mondiale, introduit une nouvelle mouvance de la nature et de la qualité de l'espace, qui se répercute à toutes les échelles. C'est là, plus que dans une incontestable mutation des méthodes d'analyse, qu'est la source et la nécessité d'une « nouvelle géographie ».

Une première approximation, liée à la prise de conscience de la rupture de l'unité apparente de l'ordre planétaire, s'exprime par l'image tripartite d'un monde où les aventures industrielles se dissocient suivant deux systèmes idéologiques différents et prennent acte de la dérive des pays antérieurement contrôlés, confondus sous le terme de « Tiers-Monde ». A cette image se superpose celle des « blocs » cherchant à reconstituer de nouveaux systèmes d'associa-

tion : image géopolitique globale, qui masque de moins en moins la diversité des conditions et des systèmes de rapports sans pour autant perdre son sens. L'image de multiples binômes au contenu changeant se substitue à celle des ensembles sans effacer pour autant l'impact des systèmes tendant à reconstituer ou à consolider ces ensembles.

La macro-analyse se confond avec la géographie politique et les études d'économie générale. La micro-analyse donne lieu à de nouvelles formes de géographie « régionale » qui s'emboîtent les unes dans les autres en passant d'une échelle à l'autre. Mais aucune étude de micro-analyse ne peut faire abstraction des données de dimension supérieure.

La conscience même de l'espace par l'opinion publique associe constamment des approches d'échelles différentes. Les formes de la communication, l'introduction dans l'horizon familier d'images de proximité inégale jouxtent dans la conscience du quotidien le local et l'universel, l'environnement immédiat et l'événement lointain. Et c'est une explication du désarroi de la méthodologie de l'enseignement de la géographie. La description reste pourtant l'expression même de la perception et, de ce fait, le guide de la perception et de l'accès à la croissance générale par la comparaison du perçu et de l'image transmise. La description, comme la perception, prend en compte des relations, des fréquences ou des répétitions d'événements ou de phénomènes qui appellent des hypothèses explicatives, faisant état des rapports de causalité.

L'espace prend forme de système. Placé dans une hiérarchie d'espaces, il est subsysteme dans des formes d'organisation à plus grande échelle, tout en conservant son individualité propre faite de sol, de climat, de tradition, de peuplement. Il est protéiforme en ce sens qu'il change de dimension et de contenu suivant la manière dont il est intégré à une combinaison d'usage et de civilisation. Il y a donc à la fois recouvrement et chevauchement d'espaces fonctionnels et d'espaces culturels, et parfois discordance entre les espaces fonctionnels les plus récents et les espaces culturels hérités. Il est possible d'appartenir en même temps à un jeu d'espaces qui procèdent de plusieurs générations d'ordres différents et se projettent à des échelles diverses. Le même individu s'intègre dans un quartier qui est un système fonctionnel et social de micro-dimension, dans sa ville, sa région, voire dans une transition entre deux régions différentes, dans l'Etat, et ne peut être indifférent à l'« espace conjoncturel » qui est le système dont dépend son existence. Mais il est de moins en moins sédentarisé, en ce sens que les circonstances de l'économie l'entraînent dans des mouvements migratoires qui lui font assumer et enregistrer successivement — ou simultanément — des espaces différents. Ceux-ci se totalisent et

se hiérarchisent dans son existence et sa mémoire suivant leur place dans les phases et dans l'intensité de sa vie. Chacun reçoit alors, par rapport à l'individu ou au groupe, une fonction : espace d'activité lui-même subdivisé en subspace de résidence, de transit, de travail, espace de loisir, espace de retraite. Cette estimation de l'espace est subjective en tant qu'individuelle ; elle devient objective si elle est partagée par un groupe et, à plus forte raison, par l'ensemble des populations qui usent de cet espace. Seulement, le même espace peut avoir une signification différente pour des groupes différents, qu'il y ait ou non opposition et tendance conflictuelle entre diverses appropriations ou divers usages du même espace. L'espace géographique se définit donc à travers les divers processus de prise de possession et d'emploi, et c'est ce qui explique que, suivant la démarche de pensée, généralement dictée par une philosophie conjoncturelle, il puisse être décrit et compris de manières différentes. Chaque époque — c'est-à-dire chaque contexte culturel, économique, politique, — a sa façon de percevoir les systèmes spatiaux, les associations et les interdépendances d'espace. En chaque époque s'affrontent des approches différentes naturaliste, historique, fonctionnelle, esthétique, pragmatique. Pour chaque individu, les fractions d'espace fréquenté ou imaginé changent de sens suivant l'usage qu'il en fait ou rêve d'en faire. Et, en un même moment, le sens du même espace peut-être très différent suivant les rapports entre les individus et cet espace. Une excellente démonstration en a été donnée par G. Cazes à propos des images des espaces de loisir proposées par la publicité des agences de tourisme, qui sont à rapporter à la perception des mêmes lieux par les résidents permanents.

Dans ces conditions, quelle peut-être l'approche géographique de l'espace ou, en d'autres termes, que peut-on entendre par « espace géographique » ? Existe-t-il même un espace proprement géographique qui se puisse séparer d'un espace économique, sociologique, culturel, politique ? Comment rassembler sous une même et seule référence des espaces fonctionnels, résidentiels, ludiques ?

Le problème est simple quand il y a identité de toutes les formes d'usage et d'appropriation de l'espace. Il en est alors de l'espace comme du « genre de vie » de la géographie humaine du début du siècle. Il se confond avec l'existence du groupe humain dont il est le support et la source de vie. Nulle part la relation n'est plus directe entre l'espace naturel, la synthèse des éléments physiques, et la condition humaine, même si l'action humaine a profondément modelé à son usage le soubassement naturel.

Mais que devient l'espace géographique dans les économies évoluées, dont les facteurs sont « plurispaciaux » dans la mesure où elles puisent leurs moyens d'exister dans des fractions d'espaces

différents et souvent fondamentalement distinctes pour être complémentaires et où l'action humaine se disperse suivant ses motivations ? où elle façonne l'espace au gré de ses besoins et de ses modes, en procédant au besoin à des regroupements fonctionnellement associatifs ?

L'espace géographique n'est-il pas tout simplement une création humaine qui va de la marque imperceptible de la présence des hommes à la construction complètement artificielle d'un environnement d'usines, de routes, de voies ferrées, d'aéroports et de béton, elle-même intégrée à une hiérarchie d'espaces de services mutuels ? Sans doute les éléments constitutifs et l'action créatrice ressortissent-ils d'un certain ordre des choses et des pouvoirs, mais les valeurs relatives des uns et des autres varient à l'infini. Chaque espace est défini par sa place dans le jeu des rapports de forces en même temps que par ses spécificités acquises, c'est-à-dire à la fois par des phénomènes conjoncturels et par les données de longue durée — qui sont d'ailleurs des données de durées différentes. L'étude de ces variations est l'objet fondamental de la géographie.

Sauf dans des cas extrêmes, il n'y a pas substitution radicale d'un « état » de l'espace à un autre. Dans la matérialité des faits comme dans la mémoire des hommes, il y a constitution d'un patrimoine d'héritages et périodiquement appel à un retour à des valeurs temporairement oubliées, mais présentes dans une archéologie de l'espace. Les échecs ou les déceptions issues de constructions circonstancielles, l'incertitude de l'avenir d'entreprises mal maîtrisées, la démesure d'une disharmonie entre le perceptible et l'imaginaire, engendrent la peur de la solitude dans un espace qui est devenu abstrait, fragile et inaccessible, sans coordonnées dans le temps, dépourvu de certitude et non sécurisant parce qu'il est décroché du temps et placé au centre de contradictions multiples. Le meilleur exemple est fourni par l'échec apparent, et en tous cas immédiat, des créations urbaines *ex nihilo*, les villes nouvelles, auxquelles il manque un ancrage dans le temps, et une justification claire dans l'espace, la génération d'un ensemble d'habitudes de vie collective, d'usage et d'ajustement des lieux qui s'appellent tradition et qui ne peuvent naître que de la longue durée. Une ville sans mémoire n'est qu'un cadre abstrait dont le vide engendre malaise, frustration et toutes les formes de refus. La société industrielle contemporaine retrouve le mythe d'Antée et elle invente l'*environnement* ; elle associe l'espace artificiel de ses villes à des campagnes déjà déshumanisées où elle transfère sa recherche de compensation. Mais en même temps, la croissance démesurée de ses besoins dévore et altère ce qui lui reste de nature, la mer comme la terre, et rend cette recherche d'un substrat de plus en plus aléatoire.

Cette société prend conscience du drame et invente, dans un deuxième temps, la notion de *patrimoine* qui précise celle d'environnement. Le patrimoine, c'est l'espace naturel et humanisé par des millénaires d'apport de travail, d'invention et de culture. Il va prendre des formes multiples : le retour à l'entité historique plus ou moins moulée dans un cadre naturel où se mêlent l'attachement aux racines et la fidélité à un héritage préindustriel, l'affirmation de l'entité ethno-culturelle face à un monde universalisé qui a tendance à devenir unilingue, la renaissance des particularismes et des fanatismes où se mêlent l'utopie et le désespoir. Les résurgences révèlent la réalité des permanences et interfèrent avec les forces ou les contraintes nouvelles.

La géographie ne peut faire abstraction de cette recherche d'un nouvel équilibre entre le sol chargé d'histoire et les entreprises du présent. Puisque sa mission propre est d'analyser et d'expliquer la multiplicité des rapports entre les diverses formes d'organisation de la vie et leur substrat, il lui appartient de décomposer, en chaque lieu, l'ensemble actuel en ses facteurs premiers d'ordre naturel, historique, organique, fonctionnel, politique, pour en exposer la complexité, les contradictions et les tendances. Et il lui incombe la tâche difficile d'apprécier — le mot de mesure est, en la matière, à écarter délibérément — les jeux complexes de combinaison des facteurs qui se projettent sur les temps longs et ceux qui appartiennent au temps court. D'une part, les données qui ne bougent qu'à un rythme plurimillénaire ou séculaire, d'autre part celles qui appartiennent à l'improvisation à court terme et aux spéculations sur un avenir incertain. Le cadre géographique, qu'il s'appelle Etat, région, pays, ville, est toujours un assemblage des unes et des autres et, en chaque cas, d'une manière originale. C'est pourquoi la géographie est l'antinomie de l'application ou de l'usage des « modèles », et c'est pourquoi sa mission essentielle est de mettre en garde contre le recours aux modèles, que ce soit à l'échelle de l'explication des systèmes de grande étendue ou pour la classification et la typologie régionales, locales ou urbaines. Le fait géographique est variété, non seulement parce qu'il s'insère dans des cadres naturels différents, ce qui est reconnu depuis longtemps, mais parce qu'il est détenteur d'une charge d'histoire qui a toujours son identité propre.

Rien ne peut être clair en dehors d'exemples permettant de saisir la combinaison des éléments et des forces. Et, à la lumière de ces exemples, on s'aperçoit que la géographie n'est pas autre chose qu'une forme de l'histoire ; qu'elle est même l'histoire tout entière par rapport aux approches fragmentaires de l'histoire événementielle ou thématique, et par rapport aux seules informations de l'histoire contemporaine.